

S. GARIÉPY

179

DURAY

Consultation sur le développement durable
de la production porcine au Québec

6211-12-007

L'AGORA

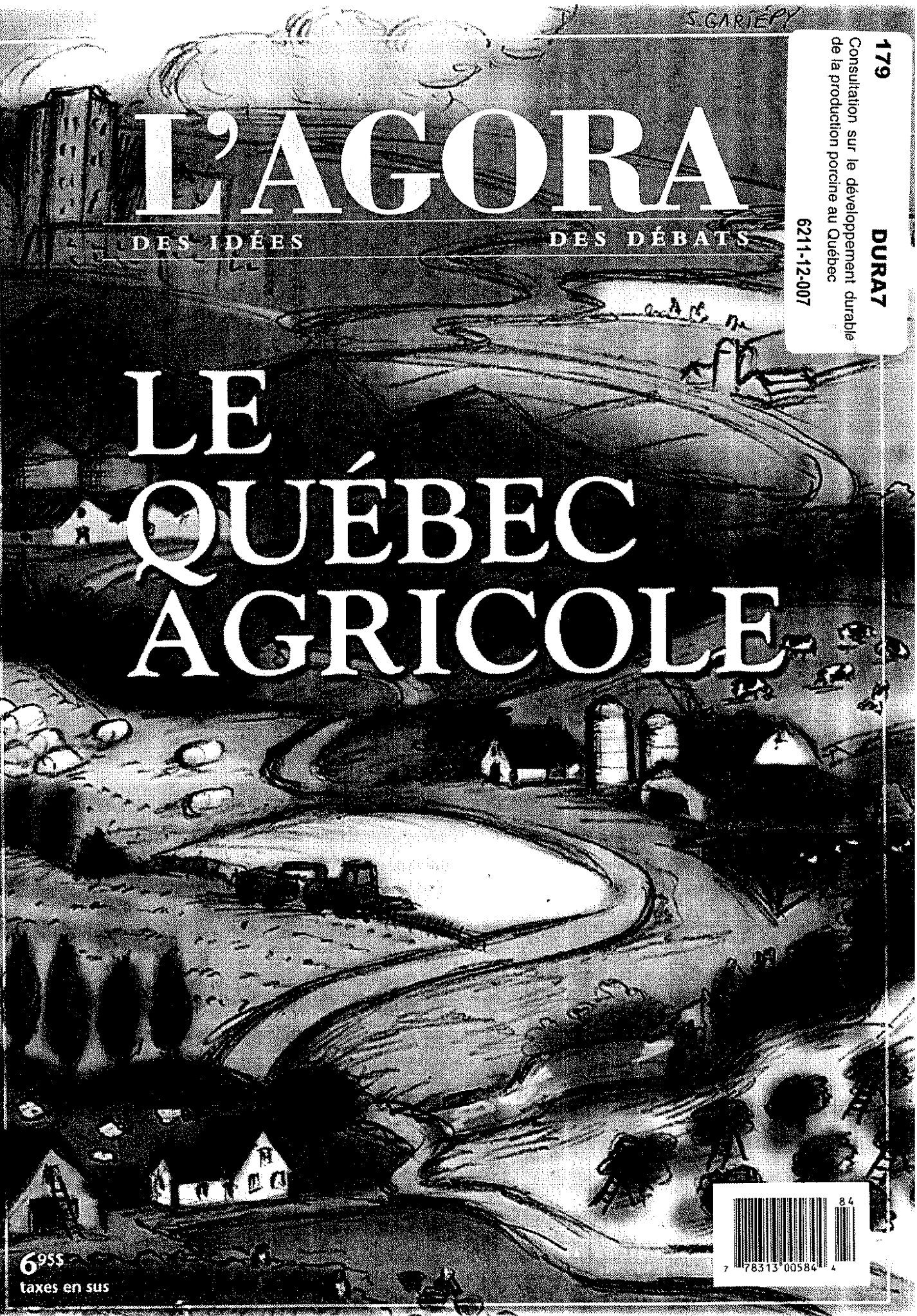
DES IDÉES

DES DÉBATS

LE QUÉBEC AGRICOLE

Magazine trimestriel • Septembre-octobre 2001 / Vol. 8 n° 4 / index n° 0019 — 6,95\$ plus taxes / États-Unis 5,75\$ US / France 24F / Belgique 300F BB

6,95\$
taxes en sus



Quel type d'agriculture faut-il privilégier pour la ruralité québécoise ?

La « modernisation » qu'a connue l'agriculture au cours du dernier demi-siècle a provoqué des transformations considérables dans la physiologie des exploitations agricoles et dans leurs rapports avec le milieu rural. Ces changements suscitent de nombreuses préoccupations, notamment au regard de leurs effets sur la vitalité socio-économique des communautés rurales. Une étude exploratoire, réalisée au Québec entre 1997 et 1999, a tenté d'examiner l'influence des structures de production des entreprises agricoles sur le dynamisme socio-économique des collectivités rurales. Les observations qui s'en dégagent permettent de jeter un éclairage nouveau sur la contribution du secteur agricole à la vitalité des régions.

Les structures de production agricole ont connu des changements considérables au cours du dernier demi-siècle : la concentration et l'augmentation de la taille des exploitations, la spécialisation, de même que l'intensification et la contractualisation de la production sont parmi les principaux phénomènes qui caractérisent ces transformations. Malgré les gains de productivité importants qu'elle a pu apporter, cette « modernisation de l'agriculture » ne serait pas sans conséquence sur l'évolution des liens qu'entretiennent les entreprises agricoles avec le milieu rural.

D'une manière générale, la dynamique de l'agriculture apparaît se découpler de plus en plus de celle du milieu rural. Cependant, on peut se demander si cette évolution est la même pour toutes les productions et les catégories de fermes, ou bien si l'intensité des rapports qui caractérisent l'agriculture et le monde rural diffère selon les modèles de production prévalant sur les exploitations. En d'autres termes, comment les modifications des structures de production et les types de production influencent-elles le type d'insertion des exploitations dans leur environnement économique, social et territorial ?

L'hypothèse de Goldschmidt...

Déjà, dans les années 1940, un anthropologue états-unien, Walter Goldschmidt, s'était préoccupé de comparer les impacts socio-économiques de l'agriculture sur les collectivités locales de deux comtés californiens dominés par des formes très différentes de production agricole, l'une de type qualifié alors de « capitaliste » et dominée par de grandes entreprises et l'autre de type familial. Cette étude mettait clairement en évidence une densité de flux socio-économiques locaux nettement plus forte dans le comté caractérisé par une agriculture familiale. Goldschmidt prétendait alors que la contribution de l'agriculture à la prospérité du secteur rural dépendait des caractéristiques des exploitations et que cette contribution était plus significative en présence d'entreprises agricoles de type familial et de taille moyenne qu'en présence de grandes exploitations.

Cette observation, connue sous l'expression « d'hypothèse de Goldschmidt » a suscité régulièrement des travaux empiriques destinés à analyser les impacts socio-spatiaux des transformations rapides des structures de production dans

Denis Boutin et Guy Debailleul

Les auteurs ont réalisé l'étude présentée dans cet article; ils sont respectivement économiste agricole à l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UOCN) et professeur à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'agroalimentaire à l'Université Laval.

l'agriculture nord-américaine. Plus récemment, le développement de formes de production très concentrées dans certaines régions des États-Unis a conduit à de nouvelles études inspirées de la même approche. Les résultats de la grande majorité de ces travaux tendent également à démontrer qu'une certaine relation peut être établie entre les caractéristiques structurelles des exploitations et la vitalité du milieu rural.

... appliquée au cas du Québec

Au Québec, les travaux des États généraux du monde rural de 1991 et les réflexions du mouvement Solidarité rurale qui en est issu ont voulu accorder une place importante au débat sur les rapports entre dynamisme agricole et niveau de prospérité du milieu rural. L'accélération du phénomène de concentration du secteur agricole au Québec au cours des dernières années, quoique de moindre ampleur que celle observée aux États-Unis, et le constat de marasme économique que vivent certaines régions rurales amènent à s'interroger sur la pertinence de l'hypothèse de Goldschmidt appliquée au secteur agricole québécois.

Une enquête a donc été menée afin de pouvoir apprécier l'intensité des liens socio-économiques qu'entretiennent certains types d'exploitations avec leur milieu rural et d'identifier les caractéristiques structurelles des entreprises agricoles qui semblent le plus interagir sur cette relation. Pour ce faire, les modes de dépenses des exploitations et l'implication communautaire des ménages agricoles ont été examinés en fonction de divers paramètres caractérisant les structures de production des entreprises. La recherche a été menée sur un échantillon d'un peu plus d'une trentaine d'exploitations se distinguant par la dimension, le système de production et le mode d'organisation. En dépit de la taille réduite de l'échantillon, qui ne nous permet pas de généraliser les observations à l'ensemble du secteur agricole québécois, plusieurs indications se dégagent avec un caractère suffisamment significatif au regard des exigences de l'analyse statistique.

Une intégration dans le milieu rural qui dépend du type d'entreprise agricole

D'abord, l'intensité des liens économiques avec le milieu local semble être davantage une caractéristique des petites et moyennes entreprises agricoles que des plus grandes. Ce constat vaut tant pour les achats en intrants et les dépenses en investissements que pour l'utilisation des services. Si la propension des exploita-

tions à s'approvisionner localement semble affectée par leurs dimensions, elle l'est encore plus lorsque celles-ci sont spécialisées dans l'élevage. En fait, les dépenses plus étroitement liées à l'élevage sont celles qui tendent davantage à être réalisées à l'extérieur de la région lorsque la taille de l'entreprise agricole s'accroît.

L'enquête met par ailleurs en évidence une importante distinction entre les types d'élevage – et en particulier une très nette différence de comportement d'achat – entre les exploitations laitières et les exploitations porcines, indépendamment de leur taille. En effet, une spécialisation dans la production porcine tend à favoriser des modes de dépenses moins centrés sur le milieu local. Ainsi, tout se passe comme si la production laitière, issue d'une tradition et associée à une utilisation extensive du territoire, était fortement ancrée dans le milieu. La production porcine, de développement plus récent, au caractère « hors-sol » très marqué, s'appuyant sur une technologie très largement introduite de l'extérieur, et marquée au moins partiellement par l'intégration, apparaît, quant à elle, comme regroupant des exploitations relativement plus « extraverties ». Ces caractéristiques, jointes aux dimensions environnementales associées à cette production, expliquent l'importance du défi que ce secteur doit relever pour réussir son intégration au milieu rural.

En ce qui a trait au degré d'implication communautaire des ménages agricoles, il ne montre pas les mêmes variations que les modes de dépenses en fonction des caractéristiques structurelles des exploitations. Ainsi, la dimension des fermes ne paraît pas influencer le niveau de participation dans les organisations locales, sauf dans le cas d'une spécialisation dans la production porcine, les entreprises de petite et moyenne tailles affichant alors des taux de participation particulièrement faibles. À l'opposé, le caractère « diversifié » d'une exploitation tend à s'accompagner d'un engagement communautaire nettement plus important, reflet probable de liens socio-économiques plus étroits avec le milieu local, étant donné la plus grande dépendance de ces entreprises envers les marchés régionaux pour la vente de leurs produits.

Pour une prise en compte des retombées locales et régionales de l'activité agricole

L'ensemble des résultats tirés de ces analyses laisse à penser que l'intensité des liens socio-économiques qu'entretiennent les exploitations avec leur milieu rural pourrait varier effectivement en fonction de certains paramètres liés à la structure de production, et ce, tout comme l'avait observé Goldschmidt. Si nous devons cependant nous garder d'extrapoler indûment à partir de l'observation du comportement de cet échantillon d'exploitations, il n'en reste pas moins que les tendances qui se dégagent de l'enquête sont suffisamment nettes pour rendre pertinentes des études à plus grande échelle qui tenteraient d'apprécier davantage les apports des diverses formes de production agricole pour le milieu rural. Une telle recherche apparaît d'au-

suite et fin en page 21

Je suis un ami de la terre, et vous ?

Charles-Eugène Bergeron

technologiste agricole, citoyen du canton de Hampden, en Estrie

3 juin 2001, petit matin moite et cru comme peut en servir Montmagny, sur les rives du St-Laurent, la petite cité tranquille où l'âge dort, entourée de villages patrimoniaux, et de campagnes seigneuriales balafrees de clôtures et de fossés bien curés, de champs qui débordent sur des bosquets coteux, sacrifiés par endroits pour l'épandage des lisiers porcins. Après une nuit dans mon sleeping sur un carton posé sur le plancher de l'Expodrome, le bâtiment qui sert aux concours de vaches, j'ai laissé à une dizaine de « manifestoyants » quelques Nescafé refroidis, certes non équitables, glanés au Irving, banrière du dépanneur routier local.

* * *

Au lendemain de la manifestation officielle « anti-clonage et ingénierie génique humains » organisée par Les Amis de la Terre, le tam-tam nerveux des jouvenceaux éméchés ponctuait le mouvement des bâtons qu'ils portaient à bout de bras, garni du voile de la veuve, aux abords du Manoir des Érables, afin de réveiller les ministres des sciences et des « techno-veaux d'or » du G-8, qui s'y étaient assemblés là pour palabrer à huis clos sur l'éthique et la biosécurité liées à l'exploitation commerciale des gènes humains. Gilbert Normand, le député de Bellechasse et ministre canadien hôte de la séance, avait condescendu à recevoir sur le parvis du Manoir des Érables le manifeste du Regroupement contre les OGM. Même si les huit ministres du G-8 en prennent acte, disposent-ils des leviers pour baliser cette percée mercantile mondiale inexorable dans le filon des gènes ?

* * *

Bientôt quelques vaches bioréactrices à transgènes humains trôneront aux expositions agricoles pour amuser les badauds, à moins que ces élevages ne soient pas tout à fait de l'agriculture. Substantiellement, cette première version de vaches comporte un peu d'humain. Jusqu'à quelle portion de leur substance génique humaine seront-elles encore... des vaches ? Un premier troupeau laitier bioréacteur du consortium Pharming-NV et SGF/Soquia-Santé est en chantier pour son implantation à St-Marcel, en Montérégie, au Québec. Mon pays, grâce à un flou réglementaire incroyablement, est un paradis pour les industriels des sciences de la vie ! Des deux côtés du muret portatif en tube métallique, personne ne s'avoue être aussi démuné que son vis-à-vis devant l'appropriation du vivant et de son code sacré par les transnationales Biotech.

* * *

Cet arbre de la science du bien et du mal moderne qu'est l'ADN n'est plus secret, il devient privé, puisqu'il est en processus de décryptage, comme la dernière frontière à conquérir par le grand capital. A cette « moléculture » minière, gigantesque, une poignée d'irréductibles dont je suis opposé une écocul-

ture à finalité humaine, une agroforesterie régénérative où promotion de la biodiversité s'allie à une productivité durable, c'est-à-dire socialement, écologiquement et économiquement, dans l'internalisation de l'intégralité des coûts dans le prix des produits.

Qui pense à rémunérer la Terre pour ce qu'elle nous donne... inlassablement ? Hélas ! personne. Le sol, l'eau, les biotopes vieillissent à l'instar de nos gènes, en accéléré. Passons à une économie de conservation, non pas d'un mytique Eden, mais d'un jardin en équilibre avec son milieu local, global.

* * *

L'agriculture est en crise, c'est-à-dire, à l'heure des choix. Dans la Genèse, on peut lire : « Croissez et multipliez-vous... » rien n'y laisse

Quel type d'agriculture faut-il privilégier... (suite de la page 19)

tant plus justifiée à un moment où la place de l'agriculture tend de plus en plus à être abordée en terme de « multifonctionnalité », dimension qui n'a été évoquée que très timidement jusqu'à maintenant dans le contexte québécois et même nord-américain.

Par ailleurs, à une période où les mécanismes de redistribution de la richesse collective ont tendance à se « gripper » et où les collectivités locales semblent recueillir davantage de charges relevant autrefois du niveau provincial que de subventions, elles peuvent être fondées de s'interroger sur la destination des flux économiques qu'entretenaient les activités qui se partagent leurs territoires. En particulier à l'égard de l'activité agricole qui reste la principale utilisatrice de ce territoire rural. On peut s'attendre, par conséquent, à ce qu'elles s'intéressent aux types d'agriculture qui pourraient avoir sur elles le plus de retombées économiques et sociales.

En tout état de cause, cette étude illustre que l'hypothèse de Goldschmidt, appliquée à un contexte géographique et historique différent et à une époque distincte, demeure féconde et ouvre des perspectives nouvelles pour mieux apprécier les impacts de diverses formes de production agricole sur le milieu rural. Une meilleure connaissance de ces retombées contribuerait à fournir des éclairages essentiels afin que les choix de politiques et de programmes agricoles contribuent plus efficacement au développement socio-économique des régions du Québec. ■

Note

Cet article s'appuie sur l'ouvrage de recherche suivant :
Boutin, Denis (1999). *Agriculture et ruralité québécoise : Analyse des impacts socio-spatiaux de quelques caractéristiques structurelles des exploitations*. Mémoire réalisé dans le cadre du Programme de maîtrise en économie rurale : Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval, Sainte-Foy, 121 p. et questionnaire

entendre qu'il faille tout saccager sur la « Terre sacrée », les natifs et nous-mêmes. De la « Terre nourricière » des colons, à la « Terre actif économique » des exploitants agricoles, la productivité s'est mutée en productivisme avec la prépondérance des valeurs matérielles pour l'industriel. Quand une composante s'érige comme étant le tout, il est fatal que le déséquilibre s'installe et fasse basculer le système. C'est à cela que nous assistons et auquel nous participons avec notre consommation à outrance et malsaine, encore aujourd'hui.

* * *

Chacun chez soi, dans son domaine, nous détenons les clefs d'une réharmonisation de notre civilisation avec la nature, avec l'humain. Les épargnants et les investisseurs que nous sommes, occidentaux vieillissants, devrions regarder de près ce que nous soutenons de nos deniers et rediriger nos choix vers ce en quoi nous croyons, pour l'avenir de la planète et de l'humanité. Notre obsession de la sécurité financière risque de dégrader irrémédiablement le sol, la mer, la forêt, la flore, la faune sauvage et domestique, ainsi que le genre humain. Les pauvres, les paumés eux, n'y peuvent rien et pourtant, tentent de faire quelque chose. Qu'en est-il de vous, qui lisez ces lignes, qu'en est-il de moi ? ■

Réconcilier agriculture et environnement... (suite de la page 20)

Néanmoins, si on parvient à instaurer ce principe, il s'agirait alors d'une première mesure incitative à être insérée dans le Plan d'action québécois.

Il faut cependant rappeler que, malgré l'efficacité de ce mode d'intervention, les mesures d'éco-conditionnalité ne peuvent couvrir toutes les dimensions des problèmes agro-environnementaux. D'autres instruments économiques devront également être employés en complémentarité, notamment l'octroi de primes pour soutenir certains types de pratiques ou certains modes de production ainsi que l'application du principe pollueur-payeur. Des approches de gestion par bassin versant devraient également venir enrichir une telle réforme de la stratégie québécoise d'assainissement agricole.

En conclusion, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'être en mesure de pouvoir réduire de façon significative les coûts environnementaux qu'occasionnent aujourd'hui les pratiques agricoles intensives. Dommages qui, sur le plan économique, sont d'une ampleur considérable et qui, pour l'instant, sont légués aux générations futures. L'agriculture, dont la fonction a évolué dans la société, ne peut plus uniquement être réduite à la production de denrées agricoles, rôle auquel les politiques agricoles l'ont confinée jusqu'à présent. Aujourd'hui, il est devenu incontournable de prendre en considération des facteurs tant écologiques que sociaux. ■

Notes

Cet article s'appuie sur les documents suivants réalisés par l'UQCN et disponible sur son site Internet :

- Évaluation des bénéfices économiques liés à l'atteinte des objectifs du Plan d'action 1998-2005 en agroenvironnement.

<http://uqcn.qc.ca/org/RapFinalAgric2.pdf>

- Projet de loi no 184. Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives.

http://uqcn.qc.ca/org/doc/mem/m_010206Loi184eco-condition.htm

1. Pour saisir l'ampleur de ce problème, on n'a qu'à rappeler que le récent *Portrait agro-environnemental des fermes du Québec* révélait que, à l'échelle provinciale, la charge en phosphore issue des engrais organiques et minéraux, dépassait de près de 70 % les prélèvements des cultures.